

difficile à relever, surtout ceux dont les moyens sont le plus réduits. Ceux-là ont donné des nouvelles en grand nombre à beaucoup d'entre nous ont reçu des témoignages de plusieurs de ces derniers.

Les honorables sénateurs se souviendront que j'ai donné lecture de centaines de noms d'étudiants de l'Université de Lethbridge qui ont envoyé des pétitions. Récemment, un certain nombre d'entre nous se sont entretenus avec des étudiants de l'Université de Toronto, venus à Ottawa pour voir le ministre des Finances et des sénateurs. Ils ont tenté d'expliquer à M. Wilson les énormes contraintes que cela leur imposera dans leurs études.

J'ai ici un certain nombre de pétitions que je ne lirai pas pour le moment. Cependant, je citerai une seule phrase de la pétition personnelle signée par les étudiants:

De plus, pour la première fois dans l'histoire du Canada, l'imposition d'une taxe de vente sur les manuels et les périodiques minerait l'importance de l'éducation et des études à l'échelle nationale. Nous vivons pour la plupart d'un revenu fixe et limité et ne pouvons donc pas faire face au cauchemar de la TPS.

Les étudiants ajoutent qu'il sont très encouragés de voir que beaucoup de sénateurs se battent pour eux.

Je voudrais maintenant revenir au premier ministre qui, parlant à ses partisans conservateurs, a dit:

Je veux voir établir des normes d'éducation canadiennes à la hauteur de celles de nos plus grands concurrents. Je veux voir des réformes qui apporteront l'excellence dans l'éducation d'un bout à l'autre du pays. Je veux voir des mesures concrètes en faveur de tous les jeunes Canadiens, qui ne demandent que des chances égales.

De toute évidence, M. Mulroney a oublié de mentionner ces nobles objectifs à ses conseillers fiscaux pendant qu'ils mettaient au point les détails de la TPS. Il a oublié de leur rappeler que l'égalité des chances pour les étudiants canadiens constituait une priorité essentielle pour l'avenir du pays. Le premier ministre a également dit ceci à son auditoire conservateur:

Je tiens à assurer à tous ceux qui participent à ce grand congrès que le gouvernement assumera sa juste part du fardeau. Il veillera à ce que tous les jeunes Canadiens reçoivent une éducation de toute première qualité, qui leur permette de relever le défi mondial. Au palier fédéral, nous allons concentrer de plus en plus notre attention et nos ressources sur l'investissement à long terme dans les personnes, l'éducation, l'alphabétisation et l'accroissement des compétences.

Que fera la TPS pour garantir à tous les jeunes Canadiens un enseignement de première qualité? La TPS est-elle le moyen que le gouvernement a trouvé pour assumer sa juste part et concentrer l'attention et les ressources sur l'investissement à long terme dans le capital humain, l'enseignement, l'alphabétisation, le perfectionnement, comme le premier ministre l'a dit?

À mon avis, la TPS et le projet de loi C-69 dont nous sommes toujours saisis vont directement à l'encontre des priorités dont le premier ministre se réclame. Le projet de loi C-69 réduira l'apport financier des autorités fédérales à l'enseigne-

ment postsecondaire sur une période de cinq ans en transformant une partie du financement fédéral direct en points fiscaux cédés aux provinces. Ce projet fait disparaître un moyen que le gouvernement fédéral avait d'intervenir auprès des provinces pour faire accepter des normes nationales d'éducation.

Faisant écho au plaidoyer du premier ministre en faveur de normes d'éducation, Robert Fulford écrivait dans le *Financial Times* que nos plus redoutables concurrents ont justement des normes nationales; si nous en avons, nous serions à même de dire, d'un bout à l'autre du pays si les étudiants ont des connaissances comparables en langue, en mathématiques ou en physique. M. Fulford ajoute:

À en juger d'après notre performance jusqu'ici, il est plus probable que Mulroney nous verra de plus en plus perdre du terrain sur nos concurrents.

Chose certaine, sans pouvoir de négociation, nous continuerons de nous heurter à des obstacles insurmontables à l'instauration de normes et de titres nationaux. Par voie de conséquence, la mobilité des travailleurs et la souplesse de notre économie en souffriront; autrement dit, l'excellence en formation et la compétitivité de notre économie que le gouvernement prétend avoir pour objectifs seront compromises. Les seuls imprimés qui échapperont à la TPS seront les manuels officiels achetés par les établissements d'enseignement, à qui environ la moitié de la taxe sera remboursée. Les principaux acheteurs de livres, les étudiants, les enseignants et les professeurs ne seront pas épargnés, pas plus que les bibliothèques, dont bon nombre ont renoncé à tenir des collections à jour et modernes.

Aucun des ouvrages complémentaires qui comptent tellement pour que l'étudiant comprennent sa matière à fond et élargisse ses horizons ne sera exempté de la taxe. Les revues savantes et autres périodiques seront frappés également, ainsi que les ouvrages essentiels pour se tenir au fait des questions de l'heure et des progrès dans diverses disciplines. La taxe s'appliquera aussi aux publications décrivant les résultats de la recherche et du développement, ce que le premier ministre présente comme la clé de l'avenir de l'économie canadienne.

À une époque où l'éducation, pas seulement l'apprentissage de capacités techniques, mais l'aptitude à penser créativement, à résoudre des problèmes, à articuler, à instruire, à conduire les Canadiens vers l'excellence, est on ne peut plus critique, le premier ministre a choisi d'imposer une taxe sur les activités mêmes qui sont essentielles à ces objectifs louables et affirmés.

Honorables sénateurs, je voudrais élargir un peu le champ de mes observations. La semaine dernière, j'ai eu le privilège, comme plusieurs sénateurs, de parler à la Fédération canadienne des études humaines. Comme nous le savons tous, ce domaine comporte beaucoup de disciplines—les langues, la littérature, la philosophie, la religion, les beaux-arts, l'histoire—qui ont fait l'objet de pressions considérables au cours des deux dernières décennies. Dans une large mesure elles ont été éclipsées par les sciences sociales.

Il semble qu'un diplôme en arts ne soit plus guère apprécié. Il faut maintenant avoir un diplôme technique ou, mieux encore, une maîtrise en administration, selon les pages financières des journaux. Pourtant, comme nous l'a rappelé la Fédération, l'entreprise elle-même ne cesse de se plaindre que ses employés ne savent pas écrire. Ils ne savent pas communi-